

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°092 du vendredi 03 Juillet 2020 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com

Stratégie

Le groupe BCP et Huawei accélèrent leur partenariat

• (Page 04)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Visa et MasterCard

Le rival européen sera lancé d'ici 2022

Seize banques européennes ont annoncé jeudi le lancement d'une nouvelle solution... • (Page 08)

Produits phytosanitaires

Les ventes de pesticides baissent de 44% en 2019

Selon le gouvernement, qui a fourni ces «données provisoires», cette baisse est l'effet... • (Page 08)

LUTTE CONTRE LA COVID-19

• (Page 03)

La BSIC Finance des PME/PMI



Marchés financiers

Private equity, secteur de prédilection post COVID-19

L'Antenne Nationale de Bourse de Côte d'Ivoire (ANB CI) de la BRVM a organisé... • (Page 02)

Emploi pour les handicapés

L'ANVT évalue le Projet EDPH

Un atelier d'évaluation de la mise en œuvre de la convention ANVT/CBM-Togo/ONATEPH... • (Page 11)

Numérique

L'inclusion financière au temps de la COVID

La pandémie de COVID-19 pourrait changer la donne sur le plan des services financiers... • (Page 06)

Tourisme au Togo

Un secteur à fort potentiel

Le secteur touristique togolais regorge de beaucoup de potentialité et joue un rôle très important... • (Page 11)

Santé

• (Page 04)

Ecobank lance « Zéro palu, les entreprises s'engagent »



Union Africaine RBM

Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte...

Le Coronavirus ne passera pas par MOI... et TOI ?

Message de prévention et de sensibilisation de :

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC



A la propagation du coronavirus au TOGO

Marchés financiers

Private equity, secteur de prédilection post COVID-19

L'Antenne Nationale de Bourse de Côte d'Ivoire (ANB CI) de la BRVM a organisé, le 30 juin 2020 son deuxième webinaire sur le thème : « Le Private Equity et les marches de capitaux : les nouveaux secteurs de prédilection post covid-19 ». Ce panel a été animé par Cyrille NKONTCHOU, Co-fondateur et Associé de ENKO Capital Management et Pacôme ZAHABI, Directeur Afrique Subsaharienne de Mediterrania Capital Partners.



• Joël YANCLLO

« Cette série de webinaire a été initiée à la suite à l'avènement de la pandémie de la COVID-19 qui nous amène depuis quelques mois à nous adapter et à travailler autrement avec tous nos partenaires » a indiqué Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, Directeur Général de la BRVM et du DC/BR, à l'entame de ce deuxième webinaire de l'ANB Côte d'Ivoire. Il a souhaité que les conclusions de ce webinaire puissent permettre d'affiner les stratégies pour attirer de plus en plus d'entreprises, surtout des PME, à la cote de la BRVM pour un meilleur développement économique de la sous-région UEMOA. Assurant la modération de ce panel, Madame Corinne

ORMON, Directrice de l'ANB Côte d'Ivoire, a situé le cadre de ce panel. En effet, elle a relevé que face à l'impact de la pandémie de la COVID-19, des moyens ont été mobilisés au niveau international pour stabiliser les institutions financières, venir en aide aux entreprises qui fournissent des biens et des services aux travailleurs essentiels etc. En Afrique, les Etats ont également saisi l'urgence de la situation et ont mis en place des fonds spéciaux pour venir en aide aux populations les plus fragiles et soutenir les PME. Après avoir présenté les Fonds qu'ils gèrent et défini le Private Equity, les deux

panelistes, Messieurs Cyrille NKONTCHOU, Co-fondateur et Associé de ENKO Capital Management et Pacôme ZAHABI, Directeur Afrique Subsaharienne de Mediterrania Capital Partners, ont fait un état des lieux de l'industrie du Private Equity en Afrique, les activités des Fonds et leurs spécificités aux autres sources de financement des entreprises. Ils ont également livré leur analyse de la situation actuelle de crise sanitaire liée à la COVID-19 et son impact sur leur secteur d'activité. Les panelistes sont restés confiants sur la résilience de nos économies africaines et à leur capacité à rebondir à court terme. Ils ont par la suite partagé leur vision de l'après covid-19 et les stratégies à mettre en œuvre pour favoriser la sortie des fonds de Private Equity par la bourse afin de l'alimenter en nouvelles entreprises et particulièrement en PME.

AUX DÉCIDEURS...

NP

Novissi, un modèle pour l'Afrique

L'objectif de toute politique économique est de toucher le plus possible de personnes ciblées afin de leur insuffler les bonnes habitudes. Plusieurs domaines de la politique publique en Afrique pourraient s'inspirer du programme Novissi mis en œuvre au Togo dans le cadre d'une réponse apportée par les autorités du pays pour soulager les populations au cours de crise sanitaire liée au coronavirus.

La subvention est une mesure budgétaire visant à encourager une activité, à apporter davantage d'équité dans un secteur ou à corriger certaines imperfections du marché. Si l'on prend l'exemple des subventions dans le secteur de l'énergie en Afrique, à défaut de pouvoir alléger les prix uniquement pour les couches les plus pauvres, la subvention est appliquée sur le kilowatt-heure sans discrimination possible suivant le niveau de revenu des ménages. En Afrique subsaharienne, les subventions sur le prix de l'électricité représentent environ 2 % du total mondial (qui est d'environ 104 milliards de dollars en 2015) ce qui est équivalent à 5,5 % des recettes publiques et occupe 1,5 % du PIB de la sous-région. Malgré les nombreux appels à réformer les politiques de subvention pour améliorer leur ciblage et contenir leur impact sur les budgets des États, les avancées restent minces.

Lancé en avril 2020 par le gouvernement togolais, le programme Novissi (un terme qui signifie solidarité en ewé, la langue majoritaire dans le sud du pays) assure un transfert monétaire direct aux ménages ayant perdu tout ou partie de leurs revenus à cause de l'impact de la pandémie du Covid-19. Ce programme, dont le caractère innovant a été salué par les prix Nobel d'économie 2019 Abhijit Banerjee et Esther Duflo, vise à répondre à un certain nombre de défis auxquels sont confrontés la plupart des pays en développement, notamment en Afrique.

La rapidité fait aussi la simplicité du processus. En effet, le croisement de deux bases de données, celle des titulaires d'un abonnement de téléphonie mobile et celle du fichier électoral, permet de dispenser les candidats de fournir tout document administratif en format papier, simplifiant grandement la procédure d'accès aux plus vulnérables. Les éléments d'innovation introduits dans le cadre de son opérationnalisation font de Novissi un programme qui peut servir de base à une redéfinition des politiques économiques dans les économies en développement. Exemple à suivre...

• Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Lutte contre la COVID-19

La BSIC Finance des PME/PMI

En vue d'accompagner les PME/ PMI et micro-entreprises orientées vers la protection d'équipements ou accessoires destinés à la prévention et la lutte contre la pandémie de la COVID-19, la Banque Sahélo Saharienne pour l'investissement et le Commerce (BSIC) lance un appel à projets à hauteur de 643 millions de francs CFA.

• Bernard AFAWOUBO

La pandémie de coronavirus qui sévit dans le monde entier a des effets sur tous les secteurs d'activités. Ainsi l'économie mondiale est à terre. Les jeunes entrepreneurs sont les plus touchés par cette pandémie. Pour leur permettre de pouvoir renaître de leur cendre pour une relance économique, la Banque Sahélo Saharienne pour l'investissement (BSIC) vole au secours des entrepreneurs des 14 pays dans lesquels elle est implantée. Un appel à projets visant à accompagner les PME/PMI et les micro-entreprises orientées vers la production d'équipements ou accessoires destinés à la prévention et la lutte contre la pandémie de la COVID-19 vient d'être lancé à leur endroit. En effet, cet appel à projets permettra de financer deux projets par pays à concurrence de plus de 22 millions de francs CFA, soit 35 000 euros par projet. D'un montant global d'environ 643 millions de francs CFA, 28 projets seront accompagnés



dans des conditions souples. Par ailleurs, les dossiers de candidature dans le cadre de la présente annonce devront parvenir au siège de la filiale situé à Lomé au plus tard le vendredi 24 Juillet 2020. Selon les responsables de cette institution financière, ce dispositif est mis en place dans le cadre de sa responsabilité sociétale et pour apporter son soutien à la lutte contre la COVID-19.

BSIC en bref

BSIC Bank Group est un groupe financier international des secteurs de la banque, du courtage, des fonds mutuels et des services financiers, agréé au Royaume-Uni. Au cours de la dernière décennie et demie, BSIC Bank Group et ses filiales ont offert une large gamme de services financiers à partir de bureaux dans les Caraïbes. Grâce à son dévouement au service à

la clientèle et à une offre de produits multidevises diversifiée, les clients bénéficient d'un accès inégalé aux marchés mondiaux de l'investissement. L'accès multicanal en ligne de la Banque offre aux titulaires de compte un accès 24/7 à leurs comptes, où qu'ils se trouvent. La politique unique de réserve intégrale de la Banque offre aux clients la sécurité et la stabilité dont ils ont besoin pour gérer leurs finances mon-

diales. En tant que courtier et conseiller en investissement, et partenaire en marque blanche de Saxo Bank depuis 12 ans, la Banque est en mesure de répercuter les taux d'épargne en devises jusqu'à 80% sur les banques de détail traditionnelles. La Banque maintient également la distinction d'agir comme la seule banque, qui est également un revendeur agréé pour la Perth Mint en Australie. BSIC Bank Group se différencie par un modèle bancaire unique. De nombreux services bancaires traditionnels (hypothèques, prêts-auto, cartes de crédit, financement commercial, etc.) ne sont pas proposés et, à la place, la Banque se concentre sur l'offre de services bancaires transactionnels et d'investissement, qui sont supérieurs à ceux d'autres acteurs du secteur. L'une des facettes clés du modèle économique de la Banque est la notion de banque à réserve totale. Euro Pacific adopte une approche bancaire unique en maintenant un ratio de 100% des réserves aux dépôts. Cette

structure de réserves complètes est devenue un moteur de la croissance et de la fidélisation de la clientèle de la Banque, les marchés financiers mondiaux étant de plus en plus instables. Des changements sismiques dans le système financier depuis 2008, notamment des renflouements internes européens, une menace pour les dépôts des clients et des taux d'intérêt extrêmement bas et durables créant une volatilité sur les marchés des changes, ont poussé les déposants à rechercher des solutions bancaires alternatives. À mesure que la sensibilisation à ces facteurs augmente, les consommateurs mondiaux chercheront des refuges loin de leurs marchés résidents. Depuis sa création, Euro Pacific s'est concentré sur la construction d'une banque véritablement mondiale. Dans l'environnement bancaire actuel, il est nécessaire d'avoir un modèle en ligne d'abord pour capturer les entreprises d'une économie mondialisée.

(BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT) - COMMUNIQUE DU BUREAU DES CONSEILS DES GOUVERNEURS DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT SUITE A SA REUNION DE CE JOUR 1 JUILLET 2020 RELATIVE A LA PLAINTE DE LANCEURS D'ALERTE CONTRE LE PRESIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE

Le Bureau fait suite à son Communiqué en date du 4 juin 2020 rendant publique sa décision d'autoriser une Revue indépendante du rapport du comité d'éthique des conseils d'administration concernant les allégations portées par des lanceurs d'alerte visant le Président du Groupe de la Banque.

Le Bureau s'est entendu sur les termes de référence de la Revue indépendante lors de ses réunions du 18 juin et 1er juillet 2020 et a retenu Mme Mary Robinson, M. Hassan B. Jallow et M. Leonard F. McCarthy pour former un panel d'experts indépendants de haut-niveau en vue de mener ladite Revue - des personnes ayant une expérience et une intégrité professionnelle incontestables, ainsi qu'une réputation internationale avérée. Le panel sera présidé par Mme Robinson.

Mme Mary Robinson, est avocate de profession et ancienne Présidente de la République d'Irlande. Elle a aussi été Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Outre de nombreuses responsabilités au niveau mondial et national, elle est la présidente des Aînés, Groupe des sages engagés en faveur du bien-être dans le monde.

Le Juge Hassan B. Jallow, est ancien procureur général et ministre de la justice de la République de la Gambie, et ancien juge à la Cour suprême de Gambie. En 2003, il a été nommé comme juge à la Cour d'appel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, et par la suite, en tant que procureur auprès du Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda (TPIR). Le 5 février 2017, le juge Jallow a prêté serment comme Président de la Cour suprême pour la Gambie.

M. Leonard F. McCarthy est ancien Directeur des poursuites pénales, ancien Directeur du

Bureau des infractions économiques et ancien Chef de la Direction des opérations spéciales de l'Afrique du Sud. Il a été ancien Vice-Président pour l'intégrité à la Banque mondiale pendant neuf ans. M. McCarthy est actuellement Président de LFMcCarthy Associates, Inc., une société de gestion des risques d'intégrité basée à Washington DC, États-Unis. Il est attendu que le panel soumette son rapport dans une période de deux à quatre semaines maximum.

Le Bureau exprime son entière confiance dans la capacité du panel à mener à bien cette importante mission et réaffirme son engagement à lui apporter tout l'appui nécessaire à l'aboutissement de sa mission.

Fait le 1er Juillet 2020

Présidente du Bureau des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque africaine de développement

Mme Nialé KABA, Gouverneur pour la Côte d'Ivoire

Premier Vice-président du Bureau des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque africaine de développement

M. Christian ASINELLI Gouverneur suppléant pour l'Argentine

Deuxième Vice-président du Bureau des Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque africaine de développement

M. Penda ITHINDI Gouverneur temporaire pour la Namibie

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Santé

Ecobank lance « Zéro palu, les entreprises s'engagent »

En finir avec le paludisme en Afrique. Dans cette optique, le Groupe Ecobank lance, jeudi 02 juillet 2020, une nouvelle initiative intitulée « Zéro palu, les entreprises s'engagent » pour renforcer la mobilisation internationale pour l'élimination du paludisme en Afrique.

• Nicole ESSO

Le Groupe Ecobank confirme son engagement à soutenir l'élimination du paludisme avec le lancement de l'initiative « Zéro palu, les entreprises s'engagent », en partenariat l'organisation à but non lucratif de communication stratégique et de plaidoyer, Speak Up Africa, basée à Dakar et le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme, hébergé à Genève par les Nations Unies. Ce nouveau programme vise à encourager l'engagement du secteur privé dans la lutte contre le paludisme en Afrique. Il vient soutenir le mouvement panafricain « Zéro Palu ! Je m'engage », lancé il y a deux ans aujourd'hui par les chefs d'État africains lors du 31e sommet de l'Union africaine à Nouakchott et mené depuis par l'Union africaine et le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme. À travers tous les pays d'Afrique touchés par le paludisme, à commencer par le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal, cette collaboration encouragera les décideurs à accroître les financements et à mettre en place des réponses plus fortes



et plus ciblées en matière d'élimination de la maladie. L'objectif de cette initiative est de faciliter la mobilisation de ressources nationales pour un financement durable des programmes de contrôle et d'élimination du paludisme ; engager la contribution des entreprises et des chefs d'entreprise dans la lutte contre le paludisme ; et développer ou créer des plateformes de collaboration grâce aux réseaux et aux partenaires de Ecobank. Pour Paul-Harry

Aithnard, Directeur Exécutif Régional pour la région UE-MOA de Ecobank, « Sur le long terme, l'élimination du paludisme permettra d'accroître la prospérité dans toute l'Afrique, en favorisant une main-d'œuvre en meilleure santé qui pourra stimuler la croissance économique. Le groupe Ecobank se réjouit de travailler conjointement avec Speak Up Africa, le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme et l'Union africaine dans le cadre de

cette initiative «Zéro palu, les entreprises s'engagent», et de pouvoir servir de plateforme pour une action coordonnée contre cette maladie traitable et évitable ». « Pour que nous puissions en finir avec le paludisme à l'horizon de la génération actuelle, il est crucial d'accroître les financements de la lutte contre cette maladie, et ainsi protéger toutes les personnes à risque. Le groupe Ecobank montre la voie à suivre avec l'initiative « Zéro palu, les entreprises

s'engagent » et présente au secteur privé dans son ensemble une occasion unique de se joindre à la lutte. Accroître l'engagement et les contributions du secteur privé, c'est mobiliser des individus et des ressources pour débarrasser le continent africain du paludisme une fois pour toutes », souligne le docteur Abdourahmane Diallo, Président-directeur-général du Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme, dans un communiqué de presse.

La menace COVID-19

Amira Elfadil Mohammed Elfadil, Commissaire aux affaires sociales de l'Union africaine ajoute : « Nous sommes particulièrement fiers de faire partie du mouvement "Zéro Palu ! Je m'Engage". Cette nouvelle initiative est une étape clé dans l'engagement du secteur privé africain en pleine croissance. La lutte contre le paludisme reste l'un des plus grands défis de notre continent, mais nos populations ont fait preuve d'une détermination incroyable pour en finir avec la souffrance et avancer contre cette maladie mortelle mais évitable. Nous espérons que d'autres

organisations se joindront à notre mouvement pour soutenir cette noble cause. » Bien que les investissements dans la lutte contre le paludisme aient contribué à sauver 7 millions de vies et à prévenir plus d'un milliard de cas de paludisme depuis l'an 2000, la pandémie COVID-19 menace désormais ces gains durement acquis. L'OMS estime dans son pire scénario que le nouveau virus pourrait doubler le nombre de décès dus au paludisme en 2020. « Tout le monde a un rôle à jouer dans l'élimination du paludisme, c'est ce qu'incarne la campagne "Zéro Palu ! Je m'engage". La participation du secteur privé à la lutte contre le paludisme et à son élimination est essentielle. Le groupe Ecobank est un leader bien placé pour réunir autour de la table davantage de partenaires et de ressources. Ensemble, en créant un solide réseau d'action, nous pouvons faire de l'élimination du paludisme une priorité politique. Nous appelons les entreprises à nous rejoindre dans notre mission pour libérer les communautés du fardeau du paludisme », conclut Yacine Djibo, Directrice exécutive de Speak Up Africa.

Stratégie

Le groupe BCP et Huawei accélèrent leur partenariat

Le groupe BCP, acteur bancaire panafricain de référence, et Huawei, opérateur mondial du secteur des télécoms et des nouvelles technologies de l'information, ont procédé à la signature d'un Mémoire d'Entente (MoU) en vue de consolider leur coopération stratégique à l'échelle du continent africain, tant sur le volet bancaire que sur celui des solutions technologiques

La cérémonie de signature s'est tenue le 2 juillet au siège de la BCP, et a été présidée par M. Kamal MOKDAD, Directeur Général de la BCP et de l'International, et par M. Cao JIBIN, Président de Huawei Afrique du Nord. En vertu de cette convention, le groupe BCP fournira un appui bancaire multiforme aux activités du géant technologique dans ses pays de présence en Afrique. De son côté, Huawei apportera son soutien aux ef-

forts déployés par le groupe BCP dans le domaine des nouvelles technologies, que ce soit pour l'accélération du processus de digitalisation déjà entamé ou pour le développement de nouvelles solutions financières innovantes et à forte valeur ajoutée, sur tous les segments de clientèle. Lors de la cérémonie de signature, M. Kamal MOKDAD a déclaré : « A travers ce partenariat stratégique, le groupe BCP entend accélérer son leadership technolo-

gique en combinant son expertise financière développée à l'échelle du continent à la puissance technologique du groupe Huawei, dans des domaines clés comme le cloud computing, l'intelligence artificielle, le big data, ou encore les solutions numériques et de mobilité ». De son côté, M. Cao JIBIN s'est félicité de la concrétisation de ce partenariat stratégique, qui témoigne de la solidité des relations entre Huawei et la BCP : « La signature de ce mémo-



randum d'entente est l'aboutissement d'une relation fructueuse et de confiance entre Huawei et le groupe BCP qui

date de 2013, et constitue un jalon important pour notre coopération croissante. Nous aspirons, à travers ce nouveau partenariat, à mettre le meilleur de notre expertise au service de notre partenaire pour l'accompagner à déployer des infrastructures fiables et d'envergure, et à relever avec succès l'ensemble des défis technologiques auxquels l'industrie bancaire est confrontée. »

Avec Financialafrik

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Thème

La personnalité de l'entrepreneur et le projet d'entreprise

Jeudi 09 juillet 2020

à partir de 15h
Participez gratuitement sur
ZOOM



HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL
ET DE LA COMMUNICATION

HAAC

COMMUNIQUE N°18 /HAAC/20/P

République Togolaise
Travail-Liberté-Patrie

Il a été donné à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), garante de la liberté et de la protection de la presse ainsi que des autres moyens de communication de masse, de constater que des personnes mal intentionnées, tirant profit du développement des technologies de la communication, notamment de l'internet, s'adonnent au piratage des contenus audiovisuels et des œuvres de l'esprit en proposant leur réception à des tiers en toute illégalité.

Ces personnes, liées à des opérateurs étrangers véreux qui leur fournissent des équipements techniques, piratent les programmes télévisuels protégés par des droits et diffusés par des sociétés régulièrement installées au Togo, notamment la société CANAL +, et qui sont reçus par abonnement. Ce piratage a pour conséquences non seulement un manque à gagner important sur ces sociétés, mais surtout des pertes de ressources fiscales pour le Trésor public.

Le Président de la HAAC tient à rappeler que la diffusion publique ou à des tiers, par quelque moyen technique que ce soit, de programmes audiovisuels protégés, est soumise à une autorisation et à la signature d'une convention d'exploitation avec la HAAC.

A ce jour, seules les sociétés Canal + et New World TV sont autorisées à diffuser des programmes et contenus audiovisuels protégés et à les mettre à la disposition du public par voie d'abonnement.

Toute diffusion de programmes audiovisuels ou radiophoniques protégés est, d'une part passible de sanctions de la HAAC et constitue, d'autre part, un délit de contrefaçon, puni par le Code pénal togolais d'une peine d'emprisonnement pouvant aller à dix (10) ans et d'une amende à trente millions (30.000.000) de francs CFA en cas de récidive, sans compter la confiscation des biens et recettes induites par cette activité.

La HAAC invite, par conséquent, les personnes qui s'adonnent à cet exercice hors du cadre légal à cesser immédiatement leurs activités qui non seulement portent atteinte à l'ordre public et préjudice à l'économie nationale, mais encore aux intérêts d'opérateurs économiques régulièrement installés.

Fait à Lomé le 26 JUIN 2020

Pitelounani TELOU

Numérique

L'inclusion financière au temps de la COVID

La pandémie de COVID-19 pourrait changer la donne sur le plan des services financiers numériques.

Les ménages à faible revenu et les petites entreprises peuvent grandement bénéficier des percées dans les domaines de l'argent mobile, des services de technologie financière et des opérations bancaires en ligne. Par ailleurs, les services financiers numériques favorisent l'inclusion financière, qui, elle, peut également stimuler la croissance économique. Si la pandémie devrait accroître l'utilisation de ces services, elle cause aussi des difficultés pour la croissance des plus petits acteurs du secteur et met en évidence les inégalités d'accès aux infrastructures numériques. Il faudra agir sur plusieurs fronts pour assurer une inclusion optimale à l'avenir. Beaucoup de pays (dont le Libéria, le Ghana, le Kenya, le Koweït, Myanmar, le Paraguay et le Portugal) facilitent cette transition grâce à des mesures comme la baisse des frais et le relèvement du plafond pour les transactions d'argent mobile.

L'Afrique et l'Asie comme chefs de file

Dans une nouvelle étude, nous présentons un indice d'inclusion financière numérique qui mesure les progrès accomplis dans 52 pays émergents ou en développement. Il ressort de cette étude que l'inclusion financière a augmenté entre 2014 et 2017 du fait de la numérisation, même dans les pays où l'inclusion financière par le biais des services bancaires traditionnels était en baisse. Cette tendance s'est proba-



blement confirmée depuis. L'Afrique et l'Asie sont les chefs de file de l'inclusion financière numérique, malgré de grandes disparités entre pays. En Afrique, les leaders sont le Ghana, le Kenya et l'Ouganda. En comparaison, les services financiers numériques ne sont pas aussi répandus au Moyen-Orient et en Amérique latine. Dans certains pays, tels que le Chili et le Panama, cela est probablement dû à un taux de bancarisation relativement plus élevé. Dans la plupart des pays, les services de paiement numérique ouvrent la voie aux prêts numériques : les entreprises recueillent des données sur les utilisateurs et trouvent de nouveaux moyens de s'en servir pour analyser la solvabilité des emprunteurs. Le crédit en ligne, au moyen de plateformes numériques qui relient directement les prêteurs aux emprunteurs (« marketplace lending »), a doublé en valeur entre 2015 et 2017.

Jusqu'à présent, ces marchés sont concentrés en Chine, au Royaume-Uni et aux États-Unis mais ils semblent être en expansion dans d'autres pays, tels que le Kenya et l'Inde.

Les avantages au-delà de l'inclusion financière

L'inclusion financière profite à l'économie et à la société dans leur ensemble. D'après des études antérieures, l'offre de services financiers traditionnels aux ménages à faible revenu et aux petites entreprises va de pair avec une accélération de la croissance et une réduction des inégalités de revenus. Selon notre analyse, l'inclusion financière numérique est également liée à une croissance du PIB plus forte. Durant la période de confinement, les services financiers numériques permettent aux pouvoirs publics de fournir des aides de manière rapide et sécurisée (lien vers le document de la série

spéciale) aux populations et aux entreprises reculées, comme c'est notamment le cas en Namibie, au Pérou, en Zambie et en Ouganda. Cela contribuera à atténuer les répercussions économiques de la pandémie et peut-être à affermir la reprise.

Le travail à accomplir

Pour exploiter le grand potentiel des services financiers numériques durant l'après-COVID, plusieurs facteurs doivent être réunis. Égalité d'accès aux infrastructures numériques (électricité, réseaux mobiles et Internet, et identité numérique) ; alphabétisation financière et numérique accrue ; et absence de distorsions des données sont nécessaires pour une reprise plus inclusive. Il ressort de l'enquête mondiale que nous avons menée auprès de 70 parties prenantes (entreprises de fintech, banques centrales, organes de réglementation et

banques) que les instances de réglementation doivent suivre les rapides changements technologiques dans la fintech pour garantir la protection des consommateurs et des données, la cybersécurité et l'interopérabilité entre les utilisateurs et les pays. Les entreprises de fintech ont également fait état de la pénurie de codeurs à l'échelle mondiale, c'est-à-dire de développeurs et de programmeurs de logiciels. Dans le même temps, il est important de veiller à ce que le paysage de la fintech reste assez concurrentiel pour optimiser les gains des services financiers numériques. La crise de la COVID-19 pourrait présenter des avantages pour le secteur mais elle crée également des difficultés pour les plus petites entreprises de fintech : resserrement des financements, augmentation des prêts improductifs, baisse du nombre d'opérations et de la demande de crédit. Cer-

tains ont suspendu l'octroi de nouveaux prêts depuis le début du confinement. Des regroupements massifs de startups et la réduction de leurs activités pourraient conduire à une plus grande concentration dans le secteur et entraver l'inclusion. Il serait donc dans l'intérêt du public d'accélérer la mise en place de dispositifs de gouvernance pour les grandes entreprises de fintech. Dans le contexte de la pandémie, il est devenu clair que la tendance vers une numérisation accrue des services financiers n'est pas prête de s'inverser. Afin de bâtir des sociétés inclusives et de remédier aux inégalités croissantes pendant et après la crise, les dirigeants à l'échelle nationale et internationale devraient combler le fossé numérique entre les pays et au sein de ceux-ci pour tirer parti des services financiers numériques. Il convient donc de trouver le juste équilibre entre, d'une part, promouvoir l'innovation financière et, d'autre part, faire face à plusieurs risques : la protection insuffisante des consommateurs, le manque d'alphabétisation financière et numérique, l'inégalité d'accès aux infrastructures numériques et les distorsions des données doivent faire l'objet de mesures à l'échelle nationale ; la lutte contre le blanchiment de capitaux et les cyber-risques doit reposer sur des accords internationaux et le partage des informations, notamment sur les lois antitrust pour garantir une concurrence adéquate.

Source : FMI

Afrique

La Banque mondiale crée deux nouvelles vice-présidences

La Banque mondiale vient de nommer deux nouveaux vice-présidents afin d'améliorer ses opérations en Afrique subsaharienne. Le Mauritanien Ousmane Diagana et l'Égyptien Hafez Ghanem sont désormais respectivement à la tête des régions Afrique de l'Ouest et centrale, et Afrique de l'Est et australe.

La Banque mondiale vient de réorganiser son département Afrique pour mieux desservir la région subsaharienne. Dans un communiqué publié ce mercredi 1er juillet 2020, l'institution a annoncé avoir créé deux nouvelles vice-présidences exclusivement pour la région. Selon le communiqué, les nouveaux départements créés concernent la vice-présidence pour l'Afrique de l'Ouest et centrale, et la vice-présidence pour l'Afrique de l'Est et australe. Concrètement, cette mesure devrait permettre de rendre plus efficace l'accompagnement accordé par la Banque mondiale aux pays

d'Afrique subsaharienne. Rien que cette année, l'institution s'apprête à octroyer une aide de 58 milliards \$ aux pays de la région. C'est le Mauritanien Ousmane Diagana, ancien vice-président à l'éthique et la déontologie professionnelle, et également vice-président des ressources humaines de la Banque mondiale qui dirigera le département Afrique de l'Ouest et centrale. « C'est pour moi un honneur de diriger l'action de la Banque mondiale en Afrique de l'Ouest et centrale avec le souci de l'innovation, du résultat et de la transformation. Je suis convaincu qu'en travaillant en concertation [...] nous pouvons

faire mieux, et nous allons faire mieux, pour veiller en priorité aux intérêts des pays et des populations et trouver ensemble des solutions aux problèmes de développement actuels du continent en utilisant tous les moyens dont nous disposons », a déclaré celui qui était autrefois directeur des opérations en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Guinée, au Bénin et au Togo entre autres. La vice-présidence de la région Afrique de l'Est et centrale sera quant à elle occupée par l'Égyptien Hafez Ghanem. Il était jusqu'ici vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique. « L'engagement de la Banque mondiale en



Afrique croît de jour en jour, et je me réjouis de travailler aux côtés d'Ousmane Diagana pour apporter encore plus de ressources aux populations qui en ont le plus besoin », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « nous avons désormais

deux vice-présidences, mais l'Afrique est une à nos yeux et nous continuerons de partager nos enseignements, notre expérience et nos idées à travers le continent tout entier ». L'Afrique représente près du tiers du portefeuille total de

Banque mondiale, selon les chiffres publiés par l'institution. De plus, le montant de l'aide accordée à l'Afrique subsaharienne a été multiplié par deux en 10 ans.

Avec Agence Ecofin

Variation Jour
↓ -0,52 %

Variation annuelle
↓ -15,88 %

BULLETIN OFFICIEL DE
LA COTE

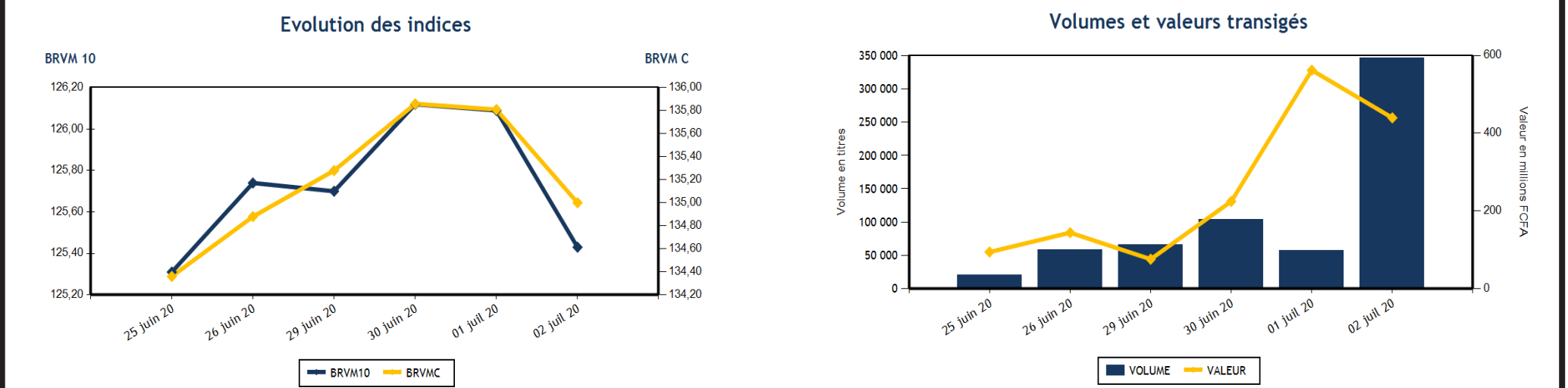
N° 126

jeudi 2 juillet 2020

Site : www.brvm.org

Variation Jour
↓ -0,60 %

Variation annuelle
↓ -15,22 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 056 061 905 821	-0,60 %
Volume échangé (Actions & Droits)	345 860	549,27 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	437 800 695	-16,52 %
Nombre de titres transigés	34	-5,56 %
Nombre de titres en hausse	9	-10,00 %
Nombre de titres en baisse	16	45,45 %
Nombre de titres inchangés	9	-40,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 115 296 785 785	-0,01 %
Volume échangé	170	-95,48 %
Valeur transigée (FCFA)	1 667 200	-95,56 %
Nombre de titres transigés	2	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	130	4,00 %	0,00 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	140	3,70 %	0,00 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	600	3,45 %	-0,83 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 700	2,78 %	-42,81 %
BICI CI (BICC)	4 295	1,06 %	-36,84 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 055	-7,46 %	-8,26 %
SODE CI (SDCC)	3 150	-7,35 %	12,50 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 295	-7,17 %	-24,93 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	455	-5,21 %	4,60 %
TOTAL CI (TTLC)	1 400	-4,44 %	-17,65 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	34,25	-0,64 %	-9,05 %	10 265	7 762 940	60,22
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	394,45	-0,73 %	-20,37 %	82 142	206 512 835	8,39
BRVM - FINANCES	15	53,97	-0,11 %	-11,51 %	22 195	67 826 215	5,99
BRVM - TRANSPORT	2	338,12	-1,39 %	-7,81 %	1 587	2 220 300	8,00
BRVM - AGRICULTURE	5	67,01	0,37 %	-21,97 %	157	199 350	6,26
BRVM - DISTRIBUTION	7	228,15	-2,74 %	-9,91 %	229 514	153 279 055	10,59
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	296,13	0,00 %	-2,04 %	0	0	3,72
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,36	
Taux de rendement moyen du marché	9,69	
Taux de rentabilité moyen du marché	11,18	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	68	
Volume moyen annuel par séance	2 530,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	3 853 109,31	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	16,05	
Ratio moyen de satisfaction	77,57	
Ratio moyen de tendance	483,41	
Ratio moyen de couverture	20,69	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	-1,20	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance

Valeur moyenne annuelle par séance

Ratio moyen de liquidité

Ratio moyen de satisfaction

Ratio moyen de tendance

Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances

= Valeur annuelle échangée / nombre de séances

= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)

= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)

= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)

= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation

PER moyen du marché

Taux de rendement moyen

Taux de rentabilité moyen

Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)

= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif

= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende

= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées

= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BÉNIN

Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin

Avenue Charles de Gaulle Cotonou

01 BP 2080 Cotonou

Tél. : (229) 21 31 21 26

Fax : (229) 21 31 20 77

BURKINA FASO

Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso

01 BP 602 Ouagadougou 01

Tél. : (229) 25 30 87 73

Fax : (229) 25 30 87 19

CÔTE D'IVOIRE

Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma

01 BP 3802 Abidjan 01

Tél. : (225) 20 31 55 50

Fax : (225) 20 32 47 77

GUINÉE-BISSAU

Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau

Avenue Pimenta Neira

CPR 88 Bissau

Tél. : (246) 326 18 02 Fax : (246) 326 16 02

MALI

Immeuble SONAVIE, ACI 2000 Hamdallaye

B.P. E 1360 - Bamako

Tél. : (223) 44 90 18 15

Fax : (223) 44 90 18 11

NIGER

Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la concertation

BP 13 259 Niamey

Tél. : (227) 20 73 06 02

Fax : (227) 20 73 06 47

SENEGAL

7, rue Jean Mermoz

BP : 6956, Dakar - Plateau

Tél. : (221) 33 821 15 18

Fax : (221) 33 821 15 06

TOGO

4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,

Immeuble SGI Togo

BP : 3262 Lomé

Tél. : (228) 22 61 22 18

Fax : (228) 22 58 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E

Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan

Tél : +225 20 32 66 85 / 86 Fax : +225 20 32 66 84 Mail : brvm@brvm.org Site Web : www.brvm.org

PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU TOGO

N°092 du vendredi 03 Juillet 2020

Auto

Bond des ventes de Renault

Le marché automobile tricolore progresse de 1,2% sur un an, après un passage à vide ces derniers mois, porté par le déconfinement et les mesures de soutien de l'Etat.



Après l'impact dévastateur de la pandémie de coronavirus, le marché auto français affiche une progression symbolique (+1,2%) sur un an en juin. Nos deux fleurons hexagonaux affichent des performances très contrastées, un phénomène qui s'explique surtout par une base de comparaison défavorable à la firme de Sochaux (PSA avait très bien performé en juin 2019 et Renault un peu moins). Renault (avec Dacia et Alpine) a profité du rebond (+6,5%), tandis que PSA (Peugeot, Citroën, DS, Opel) a vu ses livraisons chuter (-9,1%) par rapport à juin 2019, d'après les chiffres publiés par le Comité des constructeurs français

d'automobiles (CCFA). Le commerce automobile, mis à l'arrêt durant le confinement du 17 mars au 11 mai, s'était effondré au printemps : chute des immatriculations de voitures particulières neuves de 72% en mars, de 88,8% en avril, puis encore de 50,3% en mai. Quelque 233.818 nouveaux véhicules ont été mis sur les routes de France le mois dernier. Le déconfinement a logiquement marqué une embellie, renforcée par le plan de soutien à l'automobile annoncé fin mai par le président Emmanuel Macron. Le marché a été dopé par le renforcement du bonus écologique pour les véhicules électriques ainsi que par la nouvelle prime à la casse qui

subventionne l'achat de véhicules récents (neufs ou d'occasion) en échange de la mise au rebut d'un véhicule ancien. Toutefois, le mois de juin comptait deux jours ouvrés de plus que juin 2019. Corrigé de cet effet calendaire, le marché resterait en légère baisse sur un an. En cumul sur le premier semestre, le marché automobile français s'affiche en chute de 38,6% à 715.802 voitures neuves. Les professionnels prévoient une baisse de 20% à 30% sur l'ensemble de l'année 2020, le retard accumulé ne pouvant plus être rattrapé. «On a une bonne reprise» au mois de juin, «dans l'ensemble c'est positif», s'est réjoui auprès de l'AFP François Roudier, porte-pa-

role du CCFA, constatant «une hausse des ventes d'électriques et d'hybrides», des véhicules moins polluants encouragés par les pouvoirs publics. «Les véhicules qui se sont le mieux vendus sont plutôt des véhicules d'entrée de gamme», a-t-il toutefois souligné, un effet probable de la prime à la casse qui touche une clientèle moins solvable. «Ce sont essentiellement les ventes aux particuliers qui ont porté le marché» tandis que certains canaux comme les ventes aux loueurs de courte durée sont «faibles voire inexistantes», a expliqué M. Roudier. Derrière les deux constructeurs français, Volkswagen a enregistré une chute de 7,7%. Le groupe allemand, premier importateur en France, a été plombé par les performances des marques Volkswagen (-14,1%) et Audi (-11%), tandis que sa marque plus accessible Skoda a bondi de 20,1%. Le japonais Toyota a profité de l'engouement pour sa gamme de véhicules hybrides (+16,7%), tout comme le coréen Hyundai (+27,3%) qui bénéficie en outre d'une offre électrique plus vaste que la concurrence. Ford (+24,9%) est aussi parmi les gagnants du mois.

Capital.fr

Produits phytosanitaires

Les ventes de pesticides baissent de 44% en 2019

Selon le gouvernement, qui a fourni ces «données provisoires», cette baisse est l'effet des mesures engagées depuis 2018 pour réduire l'utilisation des produits phytosanitaires.

Les ventes de pesticides ont reculé en France de 44% en volume en 2019, après l'envolée des ventes intervenue en 2018 (+18%), a annoncé mardi le gouvernement. Les quantités vendues de glyphosate, désherbant controversé, «diminuent de 35% (-3.358 tonnes) entre 2018 et 2019 après avoir augmenté de 11% (+999 tonnes) entre 2017 et 2018», ont précisé les ministères de la Transition écologique et de l'Agriculture dans un communiqué conjoint. Le gouvernement français avait promis fin 2017 que cette molécule serait interdite «dans ses principaux usages» dans un délai de trois ans, sans attendre les cinq ans décidés au niveau européen.

Le biocontrôle en hausse

Selon ces «données provisoires», les quantités totales de substances actives vendues en usages agricoles, hors produits de biocontrôle, ont diminué de 44% entre 2018 et 2019 (-28.078



tonnes), après avoir augmenté de 18% entre 2017 et 2018 (+11.870 tonnes), a indiqué le gouvernement, qui estime que ces résultats «permettent de constater les premiers effets des mesures engagées (...) depuis 2018 afin de réduire l'utilisation des produits phytosanitaires». Concernant les quantités de produits vendus considérés comme «les plus préoccupants», dits CMR (cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques), elles ont diminué «de plus de 50% en 2019 par rapport à 2018», a précisé le

gouvernement. A l'inverse, la part relative des produits de biocontrôle, alternatives aux pesticides chimiques, «continue à augmenter, ce qui illustre une substitution progressive et continue des substances les plus dangereuses par ces produits», ont affirmé les autorités. La Cour des Comptes avait épinglé le 4 février dernier la politique de réduction des pesticides agricoles menée par l'Etat, laquelle avait donné jusque là des résultats «très en deçà des objectifs» en 2018, malgré un budget considérable, de

quelque 400 millions d'euros (dont 71 millions prélevés sur la redevance pour pollutions diffuses). Depuis le Grenelle de l'environnement fin 2007, qui avait fixé un objectif de réduction de 50% de l'usage des pesticides de synthèse en 10 ans, les deux plans successifs mis en œuvre, Ecophyto 1 et 2, ont abouti à des échecs. En avril, le gouvernement a donc tenté pour la troisième fois de désintoxiquer l'agriculture des excès de la chimie en lançant un plan Ecophyto 2+.

Latribune.fr

Visa et MasterCard

Le rival européen sera lancé d'ici 2022

Seize banques européennes ont annoncé jeudi le lancement d'une nouvelle solution de paiement paneuropéenne unifiée, basée sur la technologie des transactions instantanées.



L'hégémonie de Visa et Mastercard dans l'univers du paiement vit-elle ses dernières années? L'Europe est en tout cas sur le point de lancer sa propre plate-forme de paiement par carte et entend bien proposer une alternative de poids aux solutions américaines, un peu à l'image de Galileo qui cherche à tailler des croupières au GPS américain dans la géolocalisation. Seize banques européennes ont en effet annoncé jeudi le lancement d'ici 2022 d'une nouvelle solution de paiement paneuropéenne unifiée, baptisée EPI, basée sur la technologie des transactions instantanées, en vue notamment d'offrir une alternative aux géants du secteur tels que Visa et Mastercard.

Souveraineté et fragmentation

«La solution vise à devenir un nouveau standard de paiement pour les consommateurs et les commerçants européens pour tous les types de transactions, y compris en magasin, en ligne, pour les retraits d'espèces et le P2P (transactions entre particuliers, NDLR) en plus des solutions des schémas de paiement internationaux», écrivent dans un communiqué ces banques, parmi lesquelles figurent les six principaux établissements français tout comme Deutsche Bank, Commerzbank en Allemagne ou encore Santander en Espagne. «L'objectif d'EPI est de proposer une solution de paiement digitale utilisable partout en Europe et ainsi redessiner le paysage fragmenté actuel. Ce faisant, les fondateurs d'EPI répondent aux attentes des commerçants

et des consommateurs pour une approche plus paneuropéenne des paiements» peut-on encore lire.

Convaincre les consommateurs

Concrètement, le début de la phase de mise en œuvre débutera dans les prochaines semaines grâce à la création d'une société intérimaire à Bruxelles, «qui définira des livrables clairs, notamment la finalisation de la feuille de route technique et opérationnelle et le lancement des travaux de mise en œuvre pour parvenir à la meilleure expérience utilisateur possible. Les réalisations de cette société intérimaire seront évaluées par chaque banque avant de souscrire à la structure d'entreprise finale d'EPI». Cette offensive européenne répond également clairement à un objectif de souveraineté technologique et bancaire. A l'origine de cette initiative, des «injonctions positives, courant 2017, venues de la Banque centrale européenne (BCE) qui, inquiète de la souveraineté des paiements, a expliqué qu'elle verrait d'un bon œil que l'on se saisisse du sujet», confiait à l'AFP sous couvert d'anonymat une source bancaire française proche du dossier. Outre le très important investissement que nécessitera ce nouveau standard, le défi sera également de convaincre les consommateurs de changer leurs habitudes. Visa et Mastercard sont des marques très ancrées dans les esprits et les banques (tout comme l'Europe) devront communiquer finement pour évangéliser.

Avec AFP

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Session du Comité des forêts de la FAO et Semaine mondiale des forêts	22 au 26 juin 2020	Rome (Italie)	Néant
14e réunion annuelle de la Revue économique portugaise 2020	3 juil. Au 5 juil	Porto, Portugal	Néant
Conférence EcoMod (Modélisation et science des données)	8 au 10 juillet 2020	Milan, Italie	Theresa.Leary@EcoMod.Net
Deuxième édition de la foire du Made in Côte d'Ivoire	22 au 26 juillet 2020	Abidjan Côte d'Ivoire	Néant
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant

HOROSCOPE finance

Bélier : Pensez à développer vos relations dans les diverses administrations et organismes : vous y récolterez des protections efficaces en temps voulu. Les rapports avec l'étranger devront exiger votre plus grande attention en cette journée. La chance ne sera pas absente de votre Ciel astral et vous offrira des occasions avantageuses sur lesquelles vous ne comptiez plus.

Taureau : Vous pourrez effectuer des transactions financières fructueuses. Il y aura des écueils à éviter. Mais si vous évaluez avec précision les risques en présence, vous réaliserez d'excellentes affaires.

Gémeaux : Pour ceux qui désirent investir dans la pierre, la journée sera propice. Bons placements également dans la restauration, la coiffure, et tout commerce en relation avec la diététique, les produits naturels. Les astrologues et voyants, eux aussi, seront favorisés.

Cancer : Avec cet aspect de Mars, vous n'aurez pas de catastrophe financière à craindre, pas plus, d'ailleurs, que de coup de chance à espérer. Votre équilibre budgétaire sera entre vos mains, solide si vous gérez bien vos avoirs, instable si vous cédez à des tentations ruineuses.

Lion : Mercure veillera avec sollicitude sur vos gains et votre bien-être matériel. Changement positif dans ce domaine, le plus souvent en relation avec une promotion professionnelle impliquant de plus grandes responsabilités. Tâchez de vous montrer à la hauteur de la confiance qu'on aura placée en vous.

Vierge : Soyez très prudent sur le plan matériel. Ne tenez pas compte des conseils de certains proches, qui tenteront de vous entraîner dans des aventures hasardeuses. Vous risquez de perdre une forte somme d'argent.

Balance : Vos secteurs d'argent n'accueillent aucune

planète, ce qui indique que votre situation sera stable. Mais avec Jupiter, astre de chance, et aussi l'une des planètes les plus fastes sur le plan financier, vous pourrez bénéficier, en plus, d'un petit coup de pouce du sort. Peut-être pourriez-vous, pour une fois, tenter votre chance au jeu ?

Scorpion : Vous estimez que rien ne vaut l'exemple, et c'est pourquoi vous vous imposerez un strict programme d'économies, en priant vos proches de vous imiter. Progressivement, votre fermeté portera ses beaux fruits.

Sagittaire : Cette fois, si votre situation financière est saine et si vous évitez de prendre des risques insensés, vous n'aurez rien de vraiment ennuyeux à craindre. Mais si votre budget est déséquilibré, il sera temps de devenir plus raisonnable, sans quoi vous aurez de mauvaises surprises.

Capricorne : Vos finances ne seront pas mauvaises. Mais les astres vous inclineront à la dilapidation : vous serez tenté de jeter l'argent par la fenêtre sans trop vous soucier du lendemain. Vous résisterez mal à l'envie d'acheter des choses qui, plus tard, s'avéreront parfaitement inutiles ou du moins non indispensables. Pensez à refréner vos impulsions dépensières. Souvenez-vous que «la fortune a pour main droite l'habileté et pour main gauche l'économie» (proverbe italien).

Verseau : La planète Pluton en mauvaise posture dans votre Ciel vous incitera à faire des dépenses déraisonnables et parfois inutiles, alors que l'état de vos finances ne permet que des achats indispensables. Sachez résister à vos envies déraisonnables en vous disant : «C'est pour le superflu que l'on sue» (Sénèque).

Poissons : Splendides perspectives sur le plan matériel. Si vous devez effectuer une transaction délicate, Uranus vous indiquera les démarches à faire, les pièges à éviter ainsi que le comportement à adopter.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA
Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press
Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de **toux** ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP institut)
Tel 00(228) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail setiftogo@gmail.com Lomé

Emploi pour personnes handicapées**L'ANVT évalue le Projet EDPH**

Un atelier d'évaluation de la mise en œuvre de la convention ANVT/CBM-Togo/ONATEPH s'est tenu, jeudi 02 juillet 2020, au siège de l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) à Lomé.

● **Vivien ATAKPABEM**

Cet atelier a permis d'évaluer le partenariat sur le projet Emploi Décent pour les Personnes Handicapées (EDPH) entre les trois entités en faveur des personnes handicapées. L'Agence Nationale du Volontariat au Togo, se voulant un outil inclusif au service du développement, mobilise depuis quelques années, les personnes en situation de handicap pour des missions citoyennes. Ainsi, elle a formé plus de 1000 personnes sur le développement inclusif et a mobilisé 277 VN sur toute l'étendue du territoire togolais. M. Gaëtan AHOOMEY-ZUNU, Directeur Exécutif National de l'Organisation Nationale pour l'Accessibilité, le Travail et l'Emploi des Personnes Handicapées du Togo (ONATEPH Togo), satisfait de la collaboration avec l'agence, déclare : » Si l'on me demande de classer les structures publiques qui font l'inclusion et la promotion de l'équité genre, l'ANVT sera classé 1ère sans 2ème en termes de cette promotion. » Grâce au volontariat, de plus en plus de togolais participent au développement, ce qui fait de ce concept un enjeu très important dans l'avenir du pays. Le volontariat donne plus de moyens (et renforce l'action volontaire elle-même) grâce aux liens de confiance, de solidarité et de réciprocité qu'il crée entre

les citoyens. Il peut transformer le rythme et la nature du développement. Le volontariat est utile, car il crée des occasions pour les citoyens de participer au développement. Chaque jour, des individus s'engagent dans des initiatives de développement par des actions volontaires à grande et petite échelle dans un effort combiné qui cherche à améliorer les conditions d'existence pour d'autres et pour eux-mêmes. Le volontariat exercé par des millions de personnes est condition à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et le sera encore plus pour le nouvel agenda post 2015 et ses Objectifs de Développement Durable (ODD). L'Agence

Le volontariat exercé par des millions de personnes est condition à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et le sera encore plus pour le nouvel agenda post 2015 et ses Objectifs de Développement Durable (ODD). L'Agence



nationale du volontariat au Togo (ANVT) se veut donc une vitrine pour célébrer le

volontariat sous toutes ses formes. Ce site reflète l'action volontaire dans toute sa

diversité et sert à mobiliser aussi bien les volontaires que les structures d'accueil.

Tourisme au Togo**Un secteur à fort potentiel**

Le secteur touristique togolais regorge de beaucoup de potentialité et joue un rôle très important dans le développement économique du pays. Cela s'explique par une recette estimée à 48 milliards FCFA en 2018.

● **Bwernard AFAOUBO**

Classé deuxième destination en 2017, derrière l'Égypte en termes de progression (+46%) des arrivées de touristes internationaux, le Togo a engrangé des résultats encourageants dans le secteur du tourisme en 2018 en matière de recettes hôtelières. En dehors de son aspect attractif, le Togo est un pays d'accueil. Le pays dispose d'important atouts touristiques. La diversité des paysages répartis dans les cinq régions, les sites et monuments reconnus à l'international dont un inscrit au patrimoine de l'UNESCO et la bande côtière de plages aux sables fins, sur 45 km, sans oublier les hôtels (plus de 500 recensés sur le territoire) qui font des chiffres d'affaires colossaux chaque année, voilà autant d'atouts



que le pays dispose. En 2018, les recettes hôtelières étaient estimées à 48 milliards de francs CFA. Par ailleurs, le pays a engrangé des résultats encourageants dans le secteur du tourisme en 2018 en matière de recettes hôtelières. Ces recettes étaient estimées à 48 milliards de

francs CFA, soit 3,3 milliards de plus que l'année précédente (44,7 milliards). Cette hausse de recettes est due à l'augmentation du nombre de touristes. Au total, plus de 712.000 touristes ont foulé le sol togolais en 2018, soit un accroissement de 145.236 (26%) par rap-

port à l'année précédente au de laquelle 566.764 touristes ont visité le Togo. Outre l'augmentation du nombre de touristes et des recettes hôtelières, le secteur a généré près de 8000 emplois grâce aux activités touristiques.

Les perspectives impressionnantes

Dans l'optique de faire du tourisme un secteur porteur, l'Etat grâce au plan National de Développement (PND) va passer à contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) à deux chiffres dans les années à venir. Cela favorisera la création d'au moins 10.000 emplois décents d'ici 2022. Déjà, un slogan (Go To Togo) a été créé pour la promotion du secteur. Un accent particulier sera mis sur le développement du tourisme balnéaire, culturel, sportif, l'écotourisme et le tourisme bleu. Le tourisme d'affaires sera aussi pris en compte. Plusieurs chantiers sont annoncés pour l'année 2020. Selon un document de planification élaboré par le gouvernement, le développement du secteur s'articule autour de trois grands axes.

Il s'agit de valoriser le patrimoine culturel, développer le tourisme bleu et le tourisme vert. Par conséquent, il est prévu d'aménager les abords du Lac Togo, de la cascade de Womé et du site d'Avévé ainsi que la valorisation du site des hauts fourneaux de Nangbani. En outre, le pays va faire passer le nombre de visiteurs pour 100 habitants, de 3,2 en 2015 à 05 en 2022 et les recettes par visiteur de 520 dollars en 2015 à près de 700 dollars en 2022. La labélisation systématique et le rating, la facilitation du financement des investissements, l'amélioration du cadre juridique et organisationnel dans le secteur sont entre autres actions qui sont également prévues. Elles vont permettre la diversification, l'accroissement et la valorisation de l'offre touristique et hôtelière.

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

INSTITUT SUPÉRIEUR DE MUSIQUE,
DES ARTS ET DE LA CULTURE
– ISMAC



VACANCES utiles

INSTRUMENTS ENSEIGNÉS

PIANO – GUITARE – BATTERIE – TROMPETTE
TROMBONE – SAXOPHONE – FLûTES – PERCUSSION
SOLFÈGE – TECHNIQUE DE CHANT ET AUTRES
FAITES DE VOS ENFANTS DES MUSICIENS !

FRAIS | OPTIONS

40.000 FRS

PAIEMENT PAR TRANCHE

- 10000FRS À L'INSCRIPTION
- 15000FRS LE 15 AOÛT
- 15000 FRS LE 15 SEPTEMBRE

DÉBUT DES INSCRIPTIONS

**A PARTIR DU
21 JUIN**

DURÉE DES COURS

**15 JUILLET
AU 15 OCTOBRE
DU LUNDI AU DIMANCHE**

CONTACTS : +228 90 77 18 29 / 90 10 17 70 / 90 87 36 47 / 97 09 56 27

ISMAC : FACE CAMP MILITAIRE D'ADIDOGOMÉ DERRIÈRE
L'ANCIEN COLLÈGE ESSOR